



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
DE L'OUTRE-MER, DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE L'IMMIGRATION

DIRECTION DE L'ACCUEIL, DE L'INTEGRATION,
ET DE LA CITOYENNETÉ

Paris, le **30 NOV. 2011**

Le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales
et de l'immigration

à

Mesdames et messieurs les préfets de département
Monsieur le préfet de police
Monsieur le haut commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie
Monsieur le haut commissaire de la République en Polynésie française
Monsieur le préfet, administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna
Monsieur le préfet, administrateur supérieur des Terres australes
et antarctiques françaises

en communication à

Monsieur le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et européennes
(direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire)
Monsieur le directeur de la modernisation et de l'action territoriale

Circulaire n° NOR IOCN1132114C

OBJET : Circulaire relative au niveau de connaissance de la langue française requis des
postulants à la nationalité française.

P. J. : 20 annexes

Résumé : La circulaire précise les modalités d'application, à compter
du 1^{er} janvier 2012, des dispositions de l'article 2 de la loi n° 2011-672 du 16 juin 2011
relative à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité en ce qu'il concerne la
connaissance suffisante de la langue française pour l'acquisition de la nationalité
française, et du décret pris pour son application.

.../...

Textes de référence :

- loi n° 2011-672 du 16 juin 2011 relative à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité, et notamment son article 2 ;
- décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 modifié relatif aux déclarations de nationalité, aux décisions de naturalisation, de réintégration, de perte, de déchéance et de retrait de la nationalité française ;
- décret n° 2011-1265 du 11 octobre 2011 relatif au niveau de connaissance de la langue française requis des postulants à la nationalité française au titre des articles 21-2 et 21-24 du code civil et à ses modalités d'évaluation ;
- décret n° 2011-1266 du 11 octobre 2011 relatif à la création d'un label qualité intitulé « Français langue d'intégration » ;
- arrêté du 11 octobre 2011 fixant la liste des diplômes et attestations requis des postulants à la nationalité française en application du décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993

Annexes :

Annexe 1 : les niveaux de compétences du cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL)

Annexe 2-1 : liste indicative des principaux diplômes sanctionnant un niveau de formation au moins égal au niveau V bis (diplôme national du brevet)

Annexe 2-2 : liste des diplômes et titres échelonnés sur les niveaux du CECRL

Annexe 3 : les coordonnées des organismes certificateurs vers lesquels orienter les postulants et les déclarants souhaitant passer un des tests de connaissance du niveau de français

Annexe 4-1 : présentation du test de connaissance du français (T.C.F) du Centre international d'études pédagogiques (C.I.E.P)

Annexe 4-2 : fac-similé d'attestation du T.C.F

Annexe 4-3 : fac-similé d'attestation du T.C.F pour le Québec

Annexe 4-4 : fac-similé d'attestation du T.C.F pour l'accès à la nationalité française

Annexe 4-5 : fac-similé verso commun aux différentes attestations du T.C.F

Annexe 5-1 : présentation du test d'évaluation de français (T.E.F) de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP)

Annexe 5-2 : fac-similé attestation de résultats épreuves obligatoires

Annexe 5-3 : fac-similé attestation de résultats épreuves facultatives

Annexe 5-4 : fac-similé attestation TEF

Annexe 6-1 : présentation du Business Language Testing Service (BULATS) de l'Université de Cambridge

Annexe 6-2 : attestation de résultats de test global BULATS

Annexe 6-3 : attestation de résultats de test à l'oral BULATS

Annexe 6-4 : fac-similé verso commun aux attestations BULATS

Annexe 7-1 : présentation du test de français international (T.F.I) réalisé par ETS Global

Annexe 7-2 : attestation de résultats ETS Global

Annexe 8 : attestation de compétences linguistiques délivrée par un organisme titulaire du label FLI

L'accès à la nationalité française par naturalisation ou réintégration (article 21-24), ou par déclaration à raison du mariage (article 21-2) est désormais conditionné à la justification, par le postulant, d'une connaissance suffisante, selon sa condition, de la langue française, dont le niveau et les modalités d'évaluation sont fixés par le décret n° 2011-1265 du 11 octobre 2011 et l'arrêté du même jour.

La réforme a pour objectifs, d'une part, d'élever le niveau de connaissance de la langue française requis pour accéder à la nationalité française et d'autre part, d'en supprimer l'évaluation par les préfetures et les autorités consulaires. Dès lors, les postulants et les déclarants seront invités à justifier par un document certifié leur niveau de connaissance de la langue.

1. Les modalités pratiques :

1.1. le rôle de l'entretien d'assimilation :

L'entretien individuel sera désormais dédié :

- s'agissant d'une déclaration, à la seule détection d'une indignité ou d'un défaut d'assimilation autre que linguistique,
- s'agissant d'une demande de naturalisation ou d'une réintégration, à l'appréciation de la connaissance par le postulant de l'histoire, de la culture et de la société françaises, des droits et devoirs conférés par la nationalité et de l'adhésion aux principes et valeurs essentiels de la République¹.

1.2. le contrôle du niveau de langue :

Le niveau de connaissance de la langue française requis est désormais le niveau B1, rubriques « écouter », « prendre part à une conversation » et « s'exprimer oralement en continu » du Cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL) du Conseil de l'Europe (cf. annexe 1).

Le niveau B1 est celui d'un utilisateur indépendant, qui peut comprendre les points essentiels d'une conversation, et produire un discours simple et cohérent sur des sujets familiers. Seul le niveau oral de maîtrise de la langue est pris en compte.

1.3. la méthode d'évaluation :

Il appartient désormais à l'étranger de justifier de son niveau de connaissance de la langue française par la production d'un diplôme ou d'une attestation. Cette modalité rend objective la détermination du niveau de langue et supprime son évaluation lors de l'entretien individuel avec un agent de la préfecture ou du consulat, lequel sera néanmoins appelé à détecter une fraude éventuelle.

Le postulant doit produire le diplôme ou l'attestation lors de la constitution de son dossier en vue de la déclaration de nationalité à raison du mariage (article 14-1 nouveau du décret du 30 décembre 1993 modifié) ou de la demande de naturalisation ou de réintégration (article 37-1 nouveau du même décret).

¹ Ces points seront développés dans une circulaire à venir.

Il s'agit de l'un des documents suivants :

- un diplôme délivré par une autorité française, en France ou à l'étranger, sanctionnant un niveau au moins égal au niveau V bis de la nomenclature nationale des niveaux de formation, soit le niveau du diplôme national des brevets (anciennement brevet des collèges) (cf. annexe 2-1) ;
- un diplôme attestant d'un niveau de connaissance du français au moins équivalent au diplôme d'études de français langue étrangère (DELF) niveau B1 du CECRL (cf. annexe 2-2) ;
- une attestation sécurisée, délivrée depuis moins de deux ans, constatant le niveau B1 validant la réussite à l'un des tests délivrés par un organisme certificateur :
 - Test de connaissance du français (TCF), du Centre international d'études pédagogiques (cf. annexes 4-1 à 4-5) ;
 - Test d'évaluation de français (TEF), de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (cf. annexes 5-1 à 5-4) ;
 - Business Language Testing Service Français (BULATS), de l'Université de Cambridge (cf. annexes 6-1 à 6-3) ;
 - Test de français international (TFI), d'Education Testing Service (ETS) Global (cf. annexes 7-1 et 7-2).

Vous pourrez être amené, le cas échéant, à orienter vers ces organismes les postulants qui souhaiteront passer un test (cf. annexe 3). Ils sont présents sur l'ensemble du territoire français (métropole, départements et collectivités d'outre-mer) ainsi que dans les pays étrangers. Chacune des attestations produites répond à une méthode de calcul propre. Dans tous les cas, vous ne devrez prendre en compte que le résultat du test concernant l'oral.

- une attestation sécurisée, délivrée depuis moins de deux ans, constatant le niveau B1 délivrée à l'issue d'un cycle de formation dispensé par un organisme titulaire du label qualité « Français langue d'intégration » (FLI) créé par le décret n° 2011-1266 du 11 octobre 2011 (cf. annexe 8).

Il n'existe à ce jour aucun organisme de formation disposant du label qualité FLI. Cette possibilité ne sera offerte qu'à compter de 2012. Lors de la présentation d'une attestation, et en cas de doute sur son authenticité, il conviendra de vous rapprocher de la direction de l'accueil, de l'intégration et de la citoyenneté, afin de vous assurer que le label a bien été délivré à l'organisme de formation mentionné. Des informations complémentaires vous seront délivrées ultérieurement.

En matière de connaissance de la langue française, vous devrez donc :

- vous assurer que le diplôme ou l'attestation produit lors de la constitution du dossier atteste d'un niveau de connaissance de la langue française au moins égal au niveau B1, les niveaux supérieurs (B2, C1 et C2) étant de facto acceptés ;
- détecter, et signaler le cas échéant, une fraude éventuelle, dans le cas où le postulant produirait un diplôme ou une attestation dont le niveau ne correspond manifestement pas à son niveau de langue. S'agissant d'une demande de naturalisation, une décision de rejet de la demande sera opposée. S'agissant d'une déclaration, la préfecture émettra un avis défavorable circonstancié et la direction de l'accueil, de l'intégration et de la citoyenneté (SDANF) prendra une décision de refus d'enregistrement.

2. Conséquences juridiques :

2.1. le postulant produit un diplôme ou une attestation justifiant d'un niveau de connaissance de la langue française égal ou supérieur au niveau B1 :

Sous réserve que le postulant ait produit par ailleurs la totalité des autres pièces requises :

- s'agissant d'une déclaration : le récépissé prévu par l'article 29 du décret du 30 décembre 1993 peut être délivré et la déclaration peut être souscrite,
- s'agissant d'une demande de naturalisation / réintégration : le récépissé prévu par l'article 21-25-1 du code civil peut être délivré et la procédure d'examen de la demande se poursuit.

2.2. Si le postulant ne produit ni diplôme ni attestation, ou si le niveau mentionné par le diplôme ou l'attestation ne correspond pas au niveau B1 :

- s'agissant d'une déclaration : la déclaration ne peut pas être souscrite et le récépissé ne doit pas être délivré ;
- s'agissant d'une demande de naturalisation / réintégration : si la pièce n'est pas produite à l'expiration du délai de six mois à compter du dépôt de la demande de naturalisation, le récépissé ne doit pas être délivré. La demande est classée sans suite (articles 35 et 40 du décret du 30 décembre 1993).

Une décision de classement sans suite prise par une préfecture peut être contestée auprès du tribunal administratif dans le ressort territorial duquel est située la préfecture. Une décision de classement sans suite prise par une autorité consulaire ressort en revanche à la compétence du Conseil d'Etat.

3. Prise en compte des cas spécifiques

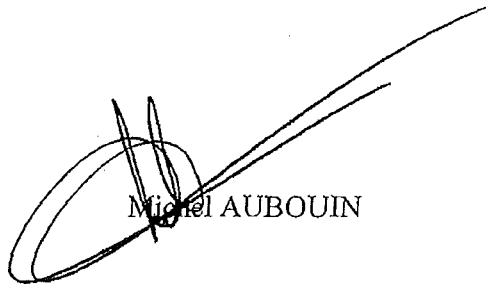
Le législateur a entendu réserver aux situations exceptionnelles la possibilité pour l'administration d'agir en tenant compte de la condition de la personne. On peut considérer que cette mention ne remet pas en cause l'obligation pour l'étranger de justifier d'un niveau de langue conforme à la norme requise. Même si les tests ont été adaptés pour répondre à des situations de handicap, des cas particuliers peuvent se présenter à vous que vous ne pourrez pas rejeter, dès lors qu'ils sont manifestement justifiés. Si vous vous trouvez confrontés à l'une de ces situations d'exception, vous voudrez bien m'en saisir immédiatement.

4. Entrée en vigueur du nouveau dispositif :

Ces nouvelles dispositions entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2012 : tout étranger qui, à compter de cette date, souscrit une déclaration ou dépose une demande de naturalisation / réintégration doit justifier de son niveau de langue par la production d'un diplôme ou d'une attestation.

Vous me rendrez compte, sous le présent timbre, des éventuelles difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de cette circulaire.

Je vous demande de veiller à la bonne application de la nouvelle loi, et à son appropriation par vos services.



Michel AUBOUIN